



Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

8757^e séance

Mardi 15 septembre 2020, à 10 heures
New York

Provisoire

Président : M. Abarry (Niger)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Geng Shuang
Estonie	M. Auväärt
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Indonésie	M. Djani
République dominicaine	M ^{me} Cedano
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} King
Tunisie	M. Ladeb
Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; et M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité.

En début d'année, j'ai averti que le Yémen se trouvait à un tournant décisif. J'ai dit que soit les armes se tairaient et le processus politique pourrait reprendre, soit le Yémen s'éloignerait de la voie de la paix. Malheureusement, c'est exactement ce qu'il semble se passer. L'intensification des combats, l'augmentation des besoins humanitaires et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continuent de faire des ravages.

Cela ne signifie pas qu'ensemble, nous ne parviendrons pas à franchir un cap et à nous consacrer de nouveau à la recherche d'une solution à ce conflit, mais cela exige que les parties fassent des choix et prennent des décisions. Nous savons tous comment il faut procéder et quels choix doivent être faits pour que le Yémen parvienne à s'extraire de ce conflit.

À cette fin, j'ai fait parvenir aux deux parties un avant-projet de déclaration conjointe sur lequel, comme vous le savez, Monsieur le Président, nous négocions depuis six mois. Le projet de document reflète équitablement les commentaires faits lors des cycles de pourparlers tenus au cours des derniers mois et, fait important selon moi, il prend en compte les contributions de la société civile, des groupes de femmes et d'autres composantes qui défendent la cause de la paix au Yémen.

Le moment est venu pour les parties de conclure rapidement les négociations et de finaliser la déclaration conjointe. Mon appel en ce moment est très simple : choisissez la paix; mettez fin à ce conflit; travaillez avec nous de toute urgence à la déclaration conjointe.

L'importance de ce choix n'est nulle part plus évidente qu'à Mareb, la province à l'est de Sanaa. De violents combats se poursuivent – voire se sont intensifiés – le long de ses lignes de front, notamment le long des frontières de la province avec les provinces de Jauf, de Sanaa et de Beïda. La situation à Mareb est préoccupante à plusieurs égards, principalement en raison du nombre élevé de pertes en vies humaines et de la menace réelle qui pèse sur des centaines de milliers de personnes et d'autres personnes dans le besoin. Mareb a joué le rôle dans cette guerre de refuge pour les personnes déplacées d'autres régions du Yémen qui se sont rendues à Mareb en quête de sécurité. Et une bataille, si elle s'y produisait – une menace réelle – les déplacerait tragiquement une fois de plus, les obligeant à s'éloigner encore plus de leurs foyers.

L'importance politique de Mareb ne doit pas non plus être sous-estimée. Les changements au niveau militaire et les conséquences et les événements qui s'ensuivent à Mareb ont des effets d'entraînement sur la dynamique du conflit au Yémen. En fait, si Mareb tombe, cela compromettrait les perspectives d'un processus politique inclusif qui se traduirait par une transition basée sur le partenariat et la pluralité.

Entre-temps, à Hodeïda les rapports sur les violations du cessez-le-feu se poursuivent quotidiennement. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), dirigée par le général de corps d'armée Guha, continue de subir des restrictions qui entravent ses opérations. Vous, Monsieur le Président, vous rappellerez la tragique fusillade, en mars dernier, visant le colonel Al-Sulayhi, officier de liaison du Gouvernement yéménite, qui est mort des suites de ses blessures. La MINUAAH travaille avec les deux parties pour s'assurer que de tels incidents ne se reproduisent pas, et pour ouvrir la voie à un retour à une structure commune fonctionnelle supervisée par le Comité de coordination du redéploiement. Ces mesures devraient favoriser la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda.

Je suis également très préoccupé par les conséquences humanitaires de la pénurie de carburant dans les régions du nord du Yémen contrôlées par Ansar Allah. Je tiens à souligner l'importance de garantir aux civils un accès régulier et fiable à un approvisionnement

adéquat en carburant et autres biens essentiels. Comme le dira Mark Lowcock, il s'agit là d'un principe de base de la protection et de l'aide humanitaires. Les flux d'importations commerciales essentielles, y compris la nourriture, le carburant et les fournitures médicales, et leur distribution aux civils dans tout le Yémen sont bien sûr de la plus haute priorité.

Je suis également profondément préoccupé par le fait qu'Ansar Allah a récemment annoncé la fermeture de l'aéroport de Sanaa aux vols humanitaires. Comme je suis sûr que Mark le dira, cela pourrait avoir de graves répercussions sur les opérations des Nations Unies, ainsi que sur les opérations d'autres organismes humanitaires dans cette partie du Yémen qui fournissent une assistance cruciale, et qui pourraient ainsi être empêchées d'entrer à Sanaa.

Nous, le Conseil et nous-mêmes ensemble, devons également continuer à veiller à ce que la Mission technique des Nations Unies chargée d'évaluer le pétrolier *FSO SAFER* arrive le plus tôt possible dans les ports de Hodeïda. Je sais que Mark nous en dira plus sur cette question.

Je voudrais également signaler que, si les arrangements logistiques le permettent, ce qui est toujours compliqué au Yémen et encore plus maintenant au moment de la pandémie, nous espérons que les parties poursuivront cette semaine en Suisse leurs discussions sur la mise en œuvre des échanges de prisonniers, sous les auspices conjoints de mon bureau et du Comité international de la Croix-Rouge, auquel je rends hommage pour son travail sur ce projet. Les parties se sont engagées à libérer les prisonniers et détenus liés au conflit dès 2018 à Stockholm et ont poursuivi leurs discussions pour s'acquitter de cet engagement à Amman au début de cette année. J'espère que cette séance aboutira réellement à la libération de certains prisonniers et à la mise en œuvre de ces engagements, en particulier compte tenu de la menace de la COVID-19 dans les lieux de détention.

Je tiens à souligner le rôle vital que joue la société civile yéménite pour exiger la fin du conflit. Elle est vraiment une championne de la paix. La société civile a également plaidé avec force en faveur de mesures visant à soulager la population, y compris récemment de manière très marquée la libération de prisonniers et de détenus. Le rôle de la société civile est essentiel pour maintenir la pression en faveur d'une résolution pacifique nécessaire dans chaque conflit, y compris au Yémen. Elle a fourni des analyses, des idées et

des propos sur des questions importantes pour les Yéménites – de la prestation de services publics à la réforme économique en passant par la consolidation de la paix – non seulement à mon bureau, mais aussi à tous ceux d'entre nous qui souhaitent améliorer la situation et les perspectives du Yémen. Nous travaillons avec divers groupes et nous continuerons à négocier la déclaration conjointe et à discuter en détail des plans visant à assurer leur inclusion significative dans un futur processus politique qui, nous l'espérons, ne sera pas long à venir.

Par ailleurs, dans le cadre de ces efforts d'inclusion, nous organisons un atelier de renforcement des compétences avec le groupe consultatif technique des femmes yéménites – je pense que nous avons déjà discuté de leur rôle et de leur importance dans cette salle – mais nous avons également renforcé notre engagement avec le groupe des neuf organisations de femmes pour obtenir leur contribution à notre déclaration conjointe. À cet égard, je tiens à rendre ici un hommage particulier à la relation étroite que nous continuons à entretenir avec ONU-Femmes, ce dont nous sommes très reconnaissants.

Je voudrais conclure en soulignant que, bien que, comme je l'ai déjà dit, peut-être de façon un peu ennuyeuse, la situation soit très grave, les parties peuvent choisir soit de poursuivre cette trajectoire d'escalade de la violence, soit de faire les compromis nécessaires pour relancer le processus politique et permettre un règlement politique. Ces choix sont clairs et évidents et sont entre les mains des parties. L'ONU et les membres du Conseil doivent faire tout leur possible, et je suis sûr qu'ils le feront, pour faire pression et soutenir ce dernier résultat. Nous jouons un rôle d'appui. La décision est entre les mains des parties. Nous y sommes et nous observerons la situation avec le peuple du Yémen pour voir quels choix elles font et comment ces choix peuvent être rapidement mis en œuvre.

Le Président : Je remercie M. Griffiths de son exposé. Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Il y a deux ans (voir S/PV.8361, j'avais prévenu le Conseil de sécurité que nous étions en train de perdre le combat contre la famine au Yémen). À l'époque, nous avons identifié cinq priorités urgentes : premièrement, la protection des civils; deuxièmement, l'accès humanitaire; troisièmement, le financement; quatrièmement, la nécessité de soutenir l'économie; et, cinquièmement, les progrès vers la paix.

Des progrès avaient alors été accomplis. Les donateurs avaient rapidement alloué des fonds supplémentaires, répondant ainsi à près de 90 % de nos besoins de financement. Grâce à l'augmentation des avoirs en banque, le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire était passé de 8 à 12 millions de personnes par mois. Les programmes de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et autres avaient également été étendus. En parallèle, les partenaires du Yémen avaient pris des mesures pour renforcer l'économie. Les injections de devises avaient stabilisé le rial yéménite qui était alors en train de s'effondrer; cela avait permis à beaucoup plus de personnes de se procurer de la nourriture et d'autres biens essentiels, dont la quasi-totalité, comme tous et toutes ici le savent, doit être importée au Yémen.

Avec l'appui de Martin Griffiths, les parties ont signé l'Accord de Stockholm en 2018, qui a apaisé le conflit à une jonction critique et a permis de maintenir le port de Hodeïda ouvert aux importations essentielles. Tout cela a eu des résultats très clairs : des millions de vies ont été sauvées et il n'y a pas eu de famine à grande échelle. Mais aujourd'hui, le spectre de la famine est de retour. Le risque est devenu si grave que nous en avons à nouveau informé le Conseil, comme nous sommes tenus de le faire aux termes de la résolution 2417 (2018), et comme nous l'avions fait il y a deux ans. Les mêmes cinq mesures prioritaires qui avaient fonctionné à l'époque peuvent fonctionner aujourd'hui. Malheureusement, pour la plupart, ceux qui sont en mesure d'aider et qui ont une responsabilité particulière à cet égard choisissent de ne pas le faire.

Commençons par la protection des civils. Le conflit a continué de s'intensifier ces dernières semaines, en particulier dans le centre du Yémen. En août, davantage de civils ont été tués dans tout le pays que durant n'importe quel autre mois cette année. Une victime civile sur quatre au Yémen est aujourd'hui tuée ou blessée dans sa propre maison. Tout comme Martin Griffiths, je reste extrêmement inquiet pour Mareb, où plus de 1 million de personnes ont cherché refuge depuis 2015. Un affrontement de grande envergure sur place serait catastrophique pour les civils. Je relaie donc avec force le message de Martin aux parties pour qu'elles s'affairent d'urgence à trouver un accord de cessez-le-feu national, y compris à Mareb. La désescalade avait joué un rôle majeur dans la prévention de la famine il y a deux ans; il faut prendre des mesures similaires aujourd'hui.

Mon deuxième point porte sur l'accès humanitaire. Dans le sud, nous continuons de devoir relever des défis,

notamment l'insécurité et les obstacles bureaucratiques. Mais ces défis restent moins graves que ceux auxquels nous nous heurtons dans le nord. Tout comme Martin, je suis profondément préoccupé par le fait que les dirigeants d'Ansar Allah ont fermé l'aéroport de Sanaa aux vols de l'ONU et aux vols humanitaires. Les autorités attribuent cette décision à la pénurie de carburant dans le nord. Ces pénuries ont de graves conséquences humanitaires, sur lesquelles je reviendrai dans un instant. Mais elles ne justifient pas la fermeture de l'aéroport, et je tiens à souligner que le transport sûr et fiable du personnel humanitaire fait partie des conditions de base dont l'ONU a besoin pour travailler n'importe où dans le monde. Il est indispensable de trouver rapidement une solution si l'on veut que les travailleurs humanitaires restent dans le nord en toute sécurité et que les opérations conservent l'envergure nécessaire.

Dans les semaines à venir, quelque 100 tonnes de fret humanitaire devraient arriver à l'aéroport de Sanaa, notamment des vaccins et d'autres fournitures médicales essentielles. Nous devons également progresser plus rapidement s'agissant de l'environnement au sens large dans lequel opèrent les organismes d'aide. Ces derniers mois, nous avons constaté des améliorations significatives au regard des évaluations, des accords de projet et d'autres aspects, mais cela fait maintenant plus d'un an qu'un plan a été convenu pour piloter l'enregistrement biométrique des bénéficiaires de l'aide alimentaire, or sa mise en œuvre n'a toujours pas commencé.

Monsieur le Président, vous attendez assurément des informations actualisées sur le pétrolier *FSO SAFER*. L'équipe des Nations Unies a soumis une proposition révisée concernant la mission d'évaluation et de premières réparations, et nous avons tenu plusieurs séries de discussions techniques constructives avec les autorités d'Ansar Allah. Si frustrants que soient les retards interminables, nous ne baissons pas les bras et nous espérons que cette nouvelle proposition sera approuvée rapidement, afin que les travaux puissent commencer.

Le troisième point concerne le financement de l'opération d'aide. Il y a deux ans, c'est principalement un financement accru qui nous avait permis d'éviter la famine. Cette année, nous n'avons reçu que 30 % de ce dont nous avons besoin. Les organismes d'aide ayant du personnel au Yémen s'accordent tous à dire que c'est cela qui fait le plus obstacle à leur action aujourd'hui. Plusieurs donateurs, dont le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït, auxquels incombe

une responsabilité particulière dont ils s'étaient acquittés ces dernières années, n'ont pas, à ce jour, contribué au plan des Nations Unies pour cette année. Il est particulièrement répréhensible de promettre de l'argent, ce qui pousse les populations à espérer qu'une aide peut être en chemin, avant de réduire ces espoirs à néant en se bornant à ne pas tenir sa promesse.

Plus de 9 millions de personnes ont été touchées par l'aggravation des coupes dans les programmes d'aide, notamment en ce qui concerne la nourriture, l'eau et les soins de santé. À l'heure actuelle, continuer d'empêcher la réponse humanitaire d'obtenir des fonds revient à condamner à mort de nombreuses familles. C'est pourquoi j'appelle une fois de plus tous les donateurs à honorer dès maintenant les contributions qu'ils ont annoncées et à accroître leur appui.

Mon quatrième point porte sur l'économie yéménite. Elle s'est contractée de 45 % depuis 2015. Le Gouvernement estime également que les envois de fonds de l'étranger permettaient de subvenir aux besoins de la moitié de la population avant l'émergence de la maladie à coronavirus (COVID-19). Ces envois de fonds ont chuté de 70 % dans le sillage de la pandémie. Les Yéménites disposent donc de beaucoup moins d'argent pour nourrir leur famille ou payer leurs factures médicales, et l'argent qu'ils ont s'est beaucoup déprécié. Le rial s'est de nouveau effondré. Dans le sud, il s'échange à plus de 800 rials pour 1 dollar; c'est le plancher le plus bas qu'il ait jamais atteint.

Cela fait grimper les prix des denrées alimentaires encore plus haut. Aujourd'hui, l'alimentation est environ 140 % plus chère qu'elle ne l'était avant le conflit. Dans de nombreuses régions, le carburant sur le marché informel coûte aujourd'hui plus de deux fois le taux officiel; c'est principalement dû aux graves pénuries que j'ai mentionnées précédemment dans le nord. Seule la moitié environ du volume usuel de carburant commercial est arrivée à Hodeïda depuis le mois de juin. En ce moment, à cause du blocus, l'équivalent de plus de trois mois de carburant sont bloqués à l'extérieur du port en attendant que le Gouvernement en autorise l'entrée. Les pénuries qui en résultent entraînent la fermeture des services d'eau, d'assainissement et de santé parce qu'ils n'ont pas assez de carburant pour continuer de fonctionner. Elles ont aussi des conséquences directes sur les services fournis par les organismes humanitaires. Un groupement d'organisations non gouvernementales a estimé que les pénuries de carburant ont jusqu'ici réduit l'aide en matière d'eau et d'assainissement destinée à 2,5 millions de personnes au bas mot et ont

perturbé l'aide alimentaire à l'intention d'au moins un demi-million de personnes, sachant que 300 000 autres risquent de connaître le même sort.

Pour empêcher le Yémen de dériver irrémédiablement vers la famine, il est indispensable de régler le conflit qui est à l'origine du blocus pétrolier. Je tiens également à renouveler mon appel aux partenaires du Yémen pour qu'ils effectuent des injections régulières de devises. Tout comme ce fut le cas il y a deux ans, cela ferait baisser les prix des produits de première nécessité et permettrait à davantage de gens d'avoir de quoi manger.

Mon cinquième point porte sur les progrès vers la paix. Dans son exposé, Martin Griffiths a fait au Conseil le point de ses efforts pour obtenir un cessez-le-feu national et pour relancer et faire avancer le processus politique. C'est plus important que jamais. Les données montrent très clairement que les pires famines au Yémen ont lieu principalement dans les zones touchées par le conflit.

C'est le trente et unième exposé sur le Yémen que nous présentons au Conseil de sécurité depuis que j'ai pris mes fonctions. Tous les mois, je présente les faits et les chiffres, mais on a tendance à oublier que derrière les faits et les chiffres se trouvent des personnes en chair et en os. Dimanche, il y a deux jours, j'ai passé plusieurs heures au téléphone avec des gens de tout le Yémen. Je voulais entendre leurs préoccupations et leur demander quel message ils voulaient faire passer aux puissants pays et individus – comme toutes les personnes présentes dans cette salle – dont leur sort dépend. J'ai parlé à Jamila, une mère de cinq enfants qui a fui les combats à Taëz et qui a vu l'aide alimentaire dont bénéficie sa famille être réduite de moitié. Elle veut que le Conseil sache qu'ils ne peuvent pas continuer sans son aide. J'ai parlé à Abdulrahman, à Sanaa. Il m'a dit que ses six enfants viennent le voir en larmes tous les jours parce qu'ils ont faim, et qu'il a encore moins à leur donner aujourd'hui parce que l'aide qu'il recevait a été abaissée.

Son message au Conseil est que les Yéménites sont des êtres humains qui méritent le respect. Il espère que le Conseil approuvera à nouveau une assistance de base pour sa famille.

Samia, à Aden, m'a expliqué que la vie sur place n'a jamais été aussi difficile. La COVID-19 a tué les principaux soutiens de sa famille, et elle dit qu'ils n'ont maintenant plus aucune source de revenus. Elle demande au Conseil de regarder le Yémen avec compassion et humanité, et d'offrir au moins de la nourriture et des médicaments.

J'ai également parlé avec Mohammed, qui a fui Saada pour se réfugier à Sanaa après que des frappes aériennes ont détruit sa maison et le bus qu'il conduisait. Sa famille recevait de l'aide tous les mois, mais là aussi cette assistance a été réduite. Ses enfants ont maintenant trop faim pour aller à l'école. Chaque soir, ils lui demandent : « Papa, où est la nourriture? Quand est-ce qu'elle arrive? » Il n'a pas de réponse à leur donner et il espère que le Conseil fera quelque chose pour les aider. Il craint que le monde ait oublié les personnes comme lui ou, pire encore, qu'il ait décidé de ne rien faire.

Quand on parle à tous ces gens - et il y en a des millions comme eux dans tout le Yémen - et qu'on écoute leurs récits précis, humains et émouvants, la principale chose qu'on retient c'est qu'ils sont comme nous, sauf qu'ils sont victimes de personnes et de forces sur lesquelles ils n'ont aucune influence ni aucun contrôle. Leurs histoires sont peut-être difficiles à entendre, mais elles sont beaucoup plus difficiles à vivre.

Le Yémen est dans cet état parce que ceux qui ont du pouvoir et de l'influence ont décidé qu'il y a des choses plus importantes que le sort de ces personnes. N'est-il pas grand temps d'en décider autrement?

Le Président : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés. Je tiens également à remercier les Yéménites qui, par l'intermédiaire de M. Lowcock, se sont adressés aujourd'hui au Conseil de sécurité. C'est parce que la situation est si désespérée pour les Yéménites dont nous avons entendu le récit que le Conseil de sécurité et les parties sur le terrain doivent agir.

Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que la situation humanitaire au Yémen ne cesse de s'aggraver alors que le pays est confronté à une crise économique, à un risque grandissant de famine et à une importante épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Même si on estime que le Yémen a dépassé le pic initial de la COVID-19, nous nous inquiétons de la possibilité d'une nouvelle vague de contamination et surtout d'une nouvelle vague de décès. Il est absolument indispensable de poursuivre les efforts d'atténuation des effets du virus sur la santé publique, et nous appelons toutes les parties yéménites à signaler les cas de manière transparente, à garantir un accès humanitaire sans restriction et à faciliter la réponse des Nations Unies.

Les effets indirects de la COVID-19, notamment sur la fragile économie du Yémen, auront un impact bien plus durable. La monnaie yéménite s'est effondrée pour atteindre des niveaux historiquement bas, entraînant une hausse de plus de 20 % des prix des denrées alimentaires depuis janvier. La Banque centrale a aujourd'hui besoin de toute urgence d'une aide financière extérieure pour stabiliser les prix et permettre à un plus grand nombre de personnes de pouvoir se nourrir.

À la lumière de cette crise économique, les données récentes sur la sécurité alimentaire et l'économie indiquent que les conditions au Yémen sont déjà les similaires, voire pires, à celles observées à la fin 2018, lorsque des poches de famine ont été recensées pour la dernière fois dans le pays. Comme nous l'avons entendu, la famine est désormais une perspective bien réelle au Yémen cette année.

Outre le soutien économique, la principale mesure que la communauté internationale peut prendre pour prévenir la famine est de financer d'urgence et en quantité l'appel humanitaire des Nations Unies. À l'approche de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, l'ONU n'a reçu que 900 millions de dollars cette année, contre environ 2,6 milliards de dollars à la même date l'an dernier. Ce déficit de financement réduit l'intervention humanitaire, et 7 millions de personnes cesseront de recevoir de la nourriture si de nouveaux financements ne sont pas reçus d'ici octobre.

En réponse à cette crise de financement, le Ministre britannique des affaires étrangères a annoncé au début du mois un versement de 25 millions de livres sterling pour le Yémen, en plus de ce que le Royaume-Uni a déjà promis. Nous nous félicitons des annonces de fonds supplémentaires faites par d'autres pays, mais nous appelons tous les donateurs à jouer leur rôle et à fournir d'urgence des fonds pour répondre à l'appel des Nations Unies. Nous demandons à tous les pays qui ont donné de l'argent les années précédentes à le faire au même niveau cette année.

Une solution politique est désespérément nécessaire pour atténuer la crise humanitaire et mettre fin pour de bon au conflit. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises au Conseil, le Royaume-Uni soutient pleinement les efforts patients et ardues de M. Griffiths. Aujourd'hui, j'exhorte instamment les parties yéménites - j'entends par là le Gouvernement yéménite ainsi que les houthistes - à coopérer avec lui et à accepter ses propositions dans les plus brefs délais. La fenêtre pour mettre fin à ce conflit va se refermer. Il

revient aux parties de coopérer avec M. Griffiths et de parvenir à un accord. Il revient aux parties d'agir dans l'intérêt de leur peuple. Sont-elles prêtes à le faire, ou agiront-elles en fonction de leur propre intérêt?

Je me félicite de l'unité du Conseil de sécurité sur cette question, ici dans la salle ainsi qu'au niveau ministériel. Plus tard cette semaine, nous organiserons, avec le Secrétaire général et d'autres, un événement sur le Yémen qui illustrera la coordination étroite en place au niveau du Conseil et au niveau international. Nous devons rester unis dans nos messages aux parties et dans notre soutien à l'Envoyé spécial Griffiths afin qu'il puisse parvenir à un accord.

Le Royaume-Uni demeure extrêmement préoccupé par la situation à Mareb. L'offensive houthiste n'entraîne pas seulement des pertes de vies tout à fait consternantes, elle menace également de faire dérailler le processus politique à ce stade crucial. Nous saluons et soutenons pleinement les déclarations fermes de l'Envoyé spécial concernant Mareb. J'invite instamment le Conseil et la communauté internationale dans son ensemble à envoyer un message fort et uni aux houthistes pour leur dire qu'ils doivent cesser leur offensive sur Mareb et négocier la paix.

Enfin, nous ne devons pas oublier le pétrolier *FSO SAFER*, sur lequel le Conseil a été informé à de nombreuses reprises, notamment au cours de diverses réunions au début de l'été. Ce pétrolier représente une menace environnementale et économique de taille pour la région. Je me félicite des progrès réalisés dans les négociations entre les houthistes et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets au sujet de la portée de la mission d'évaluation et de réparation, toutefois cette mission doit être menée de toute urgence. Les houthistes doivent tenir leurs promesses et permettre aux experts des Nations Unies de monter à bord du pétrolier pour effectuer leur travail le plus rapidement possible.

Le temps presse. Les parties doivent agir rapidement pour convenir d'un cessez-le-feu et s'engager dans un processus politique global. Si elles ne le font pas, le Conseil devra être prêt à agir.

M. Ladeb (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock pour leurs exposés très utiles. Je renouvelle le soutien de mon pays à leurs efforts.

La Tunisie suit avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation au Yémen et déplore l'escalade militaire et le retour des luttes intestines, qui menacent d'aggraver un peu plus la situation et d'accroître encore

les souffrances du peuple yéménite, sans compter que cela entrave les efforts pour parvenir à une solution politique.

Nous insistons sur le fait que le Yémen ne peut sortir de cette crise que si l'option militaire est écartée, que s'il est mis fin à l'escalade, que si un dialogue politique pacifique est engagé et que si les parties participent de manière constructive à l'initiative de l'Envoyé spécial et reviennent à la table de négociation pour parvenir à un règlement politique fondé sur le mandat convenu, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2215).

Nous soulignons qu'une option militaire ne peut que plonger le Yémen plus profondément dans la spirale de la violence. Les rapports de l'ONU font état d'un niveau inquiétant de pertes en vies humaines, de destructions d'infrastructures et de tragédies humanitaires, ce qui compromet les possibilités de parvenir à une solution politique et de rétablir la paix et la sécurité.

Nous appelons toutes les parties yéménites à cesser les combats, à mettre fin à l'offensive militaire, notamment en réponse à l'appel du Secrétaire général et conformément à la résolution 2532 (2020), et à donner la priorité aux intérêts du peuple yéménite face à cette crise humanitaire sans précédent. Nous saluons les efforts déployés par M. Griffiths et nous attendons avec intérêt l'accord des parties yéménites sur la déclaration commune, qui constitue un premier pas vers des négociations plus globales et plus directes et une lueur d'espoir pour ce qui est de la réforme du système économique et de l'amélioration des conditions humanitaires, grâce à la réouverture de l'aéroport international de Sanaa, au paiement des salaires des fonctionnaires et à la facilitation de l'entrée des importations au Yémen par Hodeïda.

Le conflit a causé de grandes souffrances au peuple yéménite, qui ont été exacerbées par la maladie à coronavirus, le manque d'infrastructures médicales et d'installations sanitaires adéquates et la détérioration des conditions économiques. Nous voudrions attirer l'attention sur le rapport de l'UNICEF qui met en garde contre la menace de famine qui pèse sur le Yémen à cause des pénuries alimentaires de plus en plus graves. Dans ces conditions humanitaires catastrophiques, nous soulignons l'importance de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et nous appelons les pays donateurs à aider le peuple yéménite.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous demandons de nouveau que les mesures qui s'imposent soient prises sans délai ni conditions préalables pour faciliter l'arrivée d'une équipe d'experts de l'ONU chargée d'évaluer la situation et de prendre des mesures urgentes pour éviter une crise environnementale sans précédent, qui pourrait avoir de graves répercussions humanitaires et économiques dans la région.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock de leurs exposés.

Les Nations Unies sont déterminées à appuyer le processus de paix au Yémen et à améliorer la situation humanitaire sur le terrain. La Chine salue ces efforts.

Au cours des deux dernières années, la situation au Yémen a connu des hauts et des bas. Toutes les parties ont subi de lourdes pertes, et le peuple connaît des souffrances indicibles. Les faits ont prouvé à maintes reprises que les moyens militaires ne peuvent pas permettre de régler les problèmes auxquels le pays est confronté et que la guerre ne mène qu'à la tragédie. La communauté internationale a inlassablement poursuivi ses efforts pour trouver une solution politique à la question yéménite. Grâce à la médiation de l'ONU et d'autres pays de la région, les parties au conflit au Yémen ont mené des pourparlers et des négociations et ont pu conclure l'Accord de Stockholm, puis l'Accord de Riyad. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions pertinentes et a déployé la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda chargée de surveiller le cessez-le-feu sur le terrain. L'Envoyé spécial Griffiths a proposé une nouvelle initiative de paix et mène activement sa mission de bons offices. Dans le même temps, nous devons reconnaître que la mise en œuvre des accords existants n'est pas encore satisfaisante. L'Accord de Stockholm est au point mort et la mise en œuvre de l'Accord de Riyad laisse à désirer. De profondes divergences subsistent entre les parties au conflit, qui font souvent des allers-retours entre le champ de bataille et la table des négociations. La confiance mutuelle fait gravement défaut et le processus politique global est tombé dans l'impasse à plusieurs reprises.

La Chine estime que, quels que soient les difficultés et les revers, l'orientation générale du règlement politique de la question yéménite ne saurait être modifiée, et que la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays doivent être respectées et préservées. Une percée dans le processus politique exige des efforts conjoints de toutes les parties.

Premièrement, toutes les parties au conflit au Yémen doivent instaurer un cessez-le-feu et mettre fin à la violence. À l'heure actuelle, une escalade militaire a lieu à plusieurs endroits dans le nord et le sud du Yémen. Nous exhortons toutes les parties à répondre à l'appel en faveur du cessez-le-feu du Secrétaire général et de son Envoyé spécial, à cesser de recourir à la force afin de créer des conditions propices au processus politique.

Deuxièmement, nous appelons l'ONU à mener des consultations approfondies avec les parties et à leur démontrer les avantages des négociations et d'une trêve au moyen d'accords spécifiques afin d'encourager toutes les parties à se retrouver pour engager de véritables négociations. Toutes les parties doivent privilégier les intérêts du peuple yéménite, maintenir la coordination avec l'Envoyé spécial, faire preuve de souplesse et faire des choix judicieux.

Troisièmement, les parties au conflit doivent honorer les engagements qu'elles ont pris et créer un climat de confiance mutuelle. La Chine espère que l'Envoyé spécial et le Comité international de la Croix-Rouge accéléreront les consultations avec le Gouvernement yéménite et les houthistes sur l'échange de prisonniers en vue de procéder à un échange de prisonniers à grande échelle.

Quatrièmement, les pays de la région et les organisations régionales doivent jouer un rôle constructif. La paix, la stabilité, le développement et la prospérité au Yémen sont dans l'intérêt général des pays de la région. Nous engageons ces pays à exercer une influence positive sur toutes les parties au conflit et à promouvoir activement les négociations et la paix.

En ce qui concerne la situation humanitaire dans le pays, chaque exposé du Secrétaire général adjoint Lowcock nous fend le cœur. Le peuple yéménite est confronté à de multiples défis, notamment un conflit violent, une crise économique, la maladie à coronavirus (COVID-19), des inondations et une invasion de criquets, et est frappé par une catastrophe humanitaire à grande échelle. La communauté internationale doit apporter son assistance pour améliorer la situation humanitaire, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Les pays donateurs doivent honorer leurs engagements dans les meilleurs délais. Les parties au conflit doivent faciliter l'action humanitaire des organismes des Nations Unies en garantissant l'accès humanitaire afin de sauver des vies. L'ONU doit également encourager les parties qui exercent un contrôle sur différentes régions du pays à prendre des mesures pour prévenir et contenir la pandémie. La

Chine a fourni plusieurs lots de fournitures au Yémen pour aider le pays dans sa lutte contre la COVID-19 et est disposée à continuer à apporter son appui et son assistance au Gouvernement et au peuple yéménites.

En ce qui concerne l'accès au pétrolier *FSO SAFER*, nous constatons malheureusement qu'aucun progrès réel n'a été accompli. La salle des machines a été à nouveau inondée récemment. Le Conseil doit exhorter toutes les parties concernées à prendre des mesures concrètes pour qu'une équipe technique de l'ONU puisse procéder à des évaluations de sécurité et à des réparations dans les meilleurs délais.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. Griffiths et M. Lowcock de leurs exposés édifiants, mais qui donnent à réfléchir. La conclusion de M. Griffiths a donné un visage humain tragique à la question dont nous sommes saisis aujourd'hui et aux défis que nous essayons de relever depuis un certain temps. À cet égard, je tiens également à préciser, comme nous l'avons fait lors de chacune de nos séances mensuelles, que les États-Unis appuient fermement ses efforts et ceux de M. Lowcock et qu'ils continueront de le faire.

Dans cet esprit, les États-Unis exhortent le Gouvernement yéménite et les houthistes à coopérer avec l'Envoyé spécial Griffiths en vue de parvenir un accord sur la version finale de la déclaration commune. Nous déplorons l'absence de progrès en ce qui concerne ce processus. Comme nous venons de l'entendre si clairement, le peuple yéménite, aux prises avec une crise économique, l'insécurité alimentaire, des pénuries de carburant, la maladie à coronavirus (COVID-19) et un conflit prolongé, mérite que des progrès soient réalisés sur la voie de la stabilité et de la sécurité.

Toutefois, comme nous le savons bien, une autre force déstabilisatrice est à l'œuvre, à savoir la République islamique d'Iran, qui n'a guère d'intérêt à favoriser la stabilité et la sécurité au Yémen, ou ailleurs dans la région. Au contraire, l'Iran continue d'envoyer une aide mortelle aux houthistes, alimentant ainsi l'offensive que les houthistes continuent de mener à proximité de Mareb, et le conflit en général. Le 20 août, les États-Unis ont lancé un processus qui rétablira pratiquement toutes les sanctions imposées par l'ONU à l'Iran, qui avaient été levées en vertu du paragraphe 7 a) de la résolution 2231 (2015). Comme l'a déclaré le Secrétaire d'État Pompeo ce jour-là, les États-Unis ne permettront jamais à cet État, qui est le principal promoteur du terrorisme au monde, d'acheter et de vendre librement des avions, des

chars, des missiles et d'autres types d'armes classiques. Ces sanctions de l'ONU permettront de maintenir l'embargo sur les armes.

L'embargo sur les armes est un élément essentiel de nos efforts pour enrayer les actions déstabilisatrices de Téhéran au Yémen ainsi que celles qu'il mène contre ses voisins. Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons aujourd'hui : Le Conseil de sécurité échoue dans sa mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales en laissant l'Iran poursuivre et étendre sans entrave ses activités déstabilisatrices dans la région. Les attaques aériennes transfrontières persistantes et inadmissibles menées par les houthistes, qui détruisent les infrastructures civiles en Arabie saoudite, y compris celles qui ont récemment pris pour cible l'aéroport d'Abha, sont une preuve supplémentaire de la nécessité urgente de maintenir l'embargo et d'empêcher l'Iran de commettre d'autres violations à l'avenir.

Nous sommes encouragés par la reprise des discussions sur la formation d'un cabinet entre le Conseil de transition du Sud et le Gouvernement yéménite, et invitons instamment les deux parties à continuer d'avancer dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad. Il est tout particulièrement urgent de former rapidement un cabinet afin que le Gouvernement puisse, en tant qu'organe unifié, répondre aux besoins du peuple yéménite et travailler le plus efficacement possible avec l'Envoyé spécial sur le processus politique.

En ce qui concerne plus particulièrement la situation humanitaire, les États-Unis partagent les préoccupations exprimées aujourd'hui concernant les importants déficits de financement des opérations d'aide cette année et les implications potentielles de la détérioration des perspectives économiques, qui risquent d'aggraver l'insécurité alimentaire.

L'Administration Trump a versé plus de 1,3 milliard de dollars en aide humanitaire au Yémen ces deux dernières années. Bien que certaines opérations d'aide aient été partiellement suspendues dans les zones du nord du Yémen contrôlées par les houthistes en raison de leurs ingérences, nous restons le plus grand donateur de la réponse humanitaire du Yémen cette année.

Nous exhortons nos partenaires et les autres pays donateurs, y compris ceux de la région, à renforcer leur contribution afin de répondre à l'appel lancé dans le plan d'aide humanitaire. Nous invitons instamment les donateurs qui n'ont pas encore versé les montants annoncés pour 2020 à le faire rapidement, et à envisager un

soutien financier supplémentaire afin d'aider à stabiliser la monnaie yéménite et de permettre la poursuite des flux d'importations commerciales essentielles.

Nous renouvelons également notre appel aux houthistes pour qu'ils arrêtent de faire obstruction aux opérations d'aide et de s'y ingérer. Nos partenaires doivent être en mesure d'évaluer les besoins de manière indépendante et d'y répondre dans le respect des principes humanitaires. La circulation sans entrave des biens essentiels vers et dans tout le Yémen est plus vitale que jamais, étant donné l'insécurité alimentaire croissante dont souffrent tant de Yéménites.

Les États-Unis notent avec une vive inquiétude la décision des houthistes de créer de toutes pièces une pénurie de carburant dans le nord du Yémen, privilégiant le profit au détriment de la vie des Yéménites. Soyons clairs : la diminution des importations de carburant par le port de Hodeïda ces derniers mois est due au détournement par les houthistes de la taxe sur le carburant et des recettes douanières de la Banque centrale du Yémen qui étaient censées financer les salaires des fonctionnaires dans le nord du pays. Les pénuries actuelles n'existeraient pas sans cette fraude inexcusable des houthistes.

Nous appelons les houthistes et le Gouvernement yéménite à accéder rapidement à la demande de l'Envoyé spécial en ce qui concerne la tenue de discussions sur les importations de carburant et les décaissements des recettes en découlant. Entre-temps, nous remercions le Gouvernement d'avoir facilité l'entrée de pétroliers dans le port de Hodeïda – dont deux au début de ce mois – malgré l'immuable intransigeance des houthistes, afin que les Yéménites puissent obtenir le carburant dont ils ont besoin.

Nous engageons également les houthistes à revenir sur leur décision de fermer l'aéroport de Sanaa aux avions de l'ONU et aux autres aéronefs de secours internationaux en raison de cette crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée. Voilà un autre exemple d'extorsion de la part des houthistes utilisant l'aide internationale. Pendant ce temps que le peuple yéménite continue de souffrir. C'est inexcusable.

Nous exhortons les houthistes à cesser leurs attaques sans relâche contre la liberté religieuse, et nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle du citoyen yéménite Levi Salem Musa Marhabi. M. Marhabi est injustement détenu par les houthistes depuis quatre ans, bien qu'un « tribunal » houthiste ait ordonné sa

libération en septembre 2019. Sa santé continue de se détériorer alors qu'il languit dans une prison de Sanaa, où le risque de contracter la COVID-19 n'est que trop réel. M. Marhabi fait partie d'une communauté de plus en plus réduite de Juifs yéménites, qui constituent depuis des milliers d'années un élément important du tissu social diversifié du Yémen. Les houthistes doivent respecter la liberté de religion et s'abstenir d'opprimer les membres des groupes minoritaires.

Enfin, comme d'autres collègues l'ont souligné, nous continuons à surveiller le pétrolier *FSO SAFER* et les graves dangers environnementaux, économiques et humanitaires qui découleraient d'une éventuelle marée noire. Nous appelons les houthistes à approuver une fois pour toutes le plan d'une mission des Nations Unies pour l'évaluation du pétrolier et à respecter leurs engagements en assurant aux équipes techniques de l'ONU un accès immédiat et inconditionnel au navire dont l'état se détériore.

M. Auväärt (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés.

Les hostilités en cours au Yémen, qui ne montrent aucun signe de désescalade, sont profondément inquiétantes, car elles font un nombre croissant de victimes civiles et exacerbent la crise humanitaire. Le peuple yéménite souffre depuis bien trop longtemps. Il est inacceptable de rechercher des gains territoriaux et de mener une guerre économique à ses dépens.

La communauté internationale doit déployer tous les efforts possibles pour que les parties cessent de se battre et s'engagent dans un dialogue constructif avec l'Envoyé spécial des Nations Unies. Nous appelons les parties à accepter la déclaration commune sans plus tarder. Cela permettra d'entamer la prochaine phase du processus politique global, qui est la seule façon de parvenir à une paix durable.

Nous sommes également préoccupés par la persistance des tensions dans le sud. Nous exhortons le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud à continuer de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de Riyad. Cela inclut la formation d'un Gouvernement conjoint, qui est crucial pour progresser vers une solution politique globale au Yémen.

Nous prenons note du rapport récemment publié par le Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen (A/HRC/45/6). Il est consternant de lire la conclusion du rapport selon

laquelle toutes les parties au conflit sont responsables de violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire.

Dans ce contexte, nous rappelons à toutes les parties leur obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants. Nous soulignons également l'importance de prendre toutes les mesures de protection contre la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que les violations d'autres libertés fondamentales. Tous les auteurs de ces violations et crimes doivent être amenés à en répondre.

Nous souscrivons pleinement à la recommandation formulée dans le rapport à l'attention du Conseil de sécurité s'agissant d'intégrer plus complètement dans son ordre du jour les aspects du conflit au Yémen qui ont trait aux droits de l'homme.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous sommes profondément préoccupés par la réduction des opérations humanitaires rendue nécessaire par un manque de financement, surtout si l'on considère le risque de famine qu'on nous signale. Nous appelons à l'intensification des efforts pour trouver une solution à long terme afin d'assurer l'importation de carburant et d'articles commerciaux par le port de Hodeïda, ce qui est de la plus haute importance du point de vue humanitaire.

Enfin, nous renouvelons notre appel aux autorités houthistes pour qu'elles prennent des mesures immédiates et concrètes, sans conditions préalables, afin de permettre à la mission de l'ONU d'accéder au pétrolier *FSO SAFER* et d'éviter ainsi une catastrophe de grande ampleur.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock. Nous souhaitons la bienvenue à notre collègue, le Représentant permanent du Yémen, au Conseil de sécurité et attendons avec intérêt sa déclaration concernant l'évolution de la situation dans son pays.

L'Afrique du Sud réaffirme son appui à l'Envoyé spécial, qui œuvre au règlement pacifique de la situation au Yémen alors que les violences continuent de s'intensifier et que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ne faiblit pas. Ma délégation tient à le redire, la situation humanitaire catastrophique au Yémen, aggravée par la pandémie de COVID-19, est inextricablement liée à l'impasse politique. De ce fait,

mon intervention sera axée sur ces deux éléments, à savoir la situation humanitaire et la situation politique.

En ce qui concerne la situation humanitaire, l'Afrique du Sud reste préoccupée par ses conséquences dévastatrices sur la population yéménite, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes déplacées et les personnes handicapées. Elle note avec inquiétude l'aggravation de la situation humanitaire suite à la suspension par les houthistes de tous les vols humanitaires de l'ONU à destination de Sanaa, ainsi que les mesures prises par les navires commerciaux de la coalition en réponse au blocus à Hodeïda, point d'entrée de plus de 70 % des importations yéménites de biens commerciaux.

Nous demandons instamment aux parties de collaborer avec le Bureau de l'Envoyé spécial pour trouver une solution urgente afin de garantir l'entrée continu d'importations commerciales de denrées alimentaires au Yémen par le port de Hodeïda. Nous notons qu'en dépit de l'aide humanitaire qui continue d'être fournie, 14 millions de Yéménites sont en situation d'insécurité alimentaire, dont près de 10 millions souffrent d'insécurité alimentaire aiguë. La situation humanitaire au Yémen est extrêmement fragile, et toute perturbation de l'acheminement de fournitures essentielles pourrait rapprocher des millions de personnes de la famine et de la mort. Actuellement, seuls 25 % des besoins humanitaires sont financés pour 2020, comme M. Lowcock vient d'en informer le Conseil. Les organismes des Nations Unies sont contraints de réduire ou de clore un nombre croissant de programmes. Nous lançons donc un appel urgent aux donateurs afin qu'ils honorent leurs promesses faites lors des récentes conférences d'annonces de contributions pour éviter que le Yémen ne sombre dans la famine.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties au conflit à s'accorder sur une série de mesures harmonisées pour endiguer la propagation de la COVID-19, améliorer la fourniture de l'aide humanitaire et donner un nouvel élan aux négociations politiques globales visant à mettre fin à la guerre au Yémen et à atténuer la souffrance du peuple yéménite.

Nous avons souligné à maintes reprises la nécessité que toutes les parties s'acquittent de leurs obligations et de leurs responsabilités en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer et prévenir les violations contre les civils.

S'agissant de l'impasse politique, l'Afrique du Sud est préoccupée par les récentes attaques de drones menées par les houthistes contre des cibles en Arabie saoudite à l'aéroport international d'Abha, à Najran et à Riyad. Dans le même temps, les tensions militaires croissantes et les affrontements persistants à Mareb, qui est déjà éprouvée, et dans la province voisine de Jaouf, au Yémen, sont également une source de profonde préoccupation pour l'Afrique du Sud. Nous exhortons toutes les parties au conflit à cesser immédiatement les hostilités, conformément à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial et à la résolution 2532 (2020), et à adopter des mesures de confiance, notamment le paiement des salaires des fonctionnaires, la réouverture de l'aéroport de Sanaa et la levée des restrictions sur les importations commerciales.

Nous réitérons qu'à notre sens, une réponse militaire n'est pas une solution viable, et nous appelons toutes les parties à envisager la reprise des négociations politiques avec un esprit de compromis, en plaçant les intérêts des Yéménites au centre d'un accord politique négocié. Nous demandons à toutes les parties de se garder d'adopter des positions absolues.

L'Afrique du Sud appelle toutes les parties à collaborer de bonne foi et sans conditions préalables avec l'Envoyé spécial Martin Griffiths afin de parvenir à un règlement global et négocié du conflit, parallèlement aux efforts visant à adopter une déclaration commune pour la mise en œuvre des accords de Stockholm et de Riyad.

L'Afrique du Sud exhorte également les houthistes à adhérer à l'accord aux fins de l'accès des inspecteurs de l'ONU au pétrolier *FSO SAFER* pour évaluer la situation et prévenir une catastrophe anthropique dans la mer Rouge. Nous espérons donc que cette menace imminente sera abordée sur une base purement technique et sans politisation.

En guise de conclusion, l'Afrique du Sud réitère que la seule solution au conflit au Yémen sera un règlement politique sans exclusive dirigé et contrôlé par les Yéménites qui réponde aux aspirations du peuple yéménite à un avenir économique et politique solide. Dans ce contexte, nous appelons également à la participation pleine et véritable des femmes à tous les aspects d'un processus politique sans exclusive.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous avons entendu tout à l'heure qu'il s'agissait du trente-troisième exposé sur le Yémen et la situation humanitaire dans ce pays, et je pense que nous n'avons jamais entendu un exposé plus sombre qu'aujourd'hui.

J'ai rarement entendu Martin Griffiths, qui est un éternel optimiste, aussi déprimé et frustré qu'il ne l'était aujourd'hui. Mark Lowcock a décrit une situation humanitaire très dramatique. Nous ne devons pas nous habituer à ce type d'exposés.

S'agissant du processus politique, nous appuyons pleinement ce que tente de faire M. Griffiths. Nous soutenons pleinement son appel à relancer le processus politique. Je le félicite également pour son approche concernant la participation des femmes. C'est essentiel pour nous. Nous estimons que les processus de la déclaration conjointe et de l'accord de Riyad doivent être inclusifs et que les voix des femmes et des personnes marginalisées doivent être prises en compte dans ces processus.

L'Allemagne appuie le processus politique. Comme l'a annoncé l'Ambassadeur Allen tout à l'heure, nous coorganiserons une conférence jeudi, avec la participation du Secrétaire général, pour réfléchir à un moyen de sortir de l'impasse politique.

Je vais me concentrer sur la situation humanitaire.

Les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme que commettent toutes les parties sont déplorables. Nous avons entendu parler du harcèlement dont sont victimes les travailleurs humanitaires, du blocage des importations de denrées alimentaires et de carburant et de la fermeture de l'aéroport de Sanaa à l'aide humanitaire. Quel degré de négativité peut-on atteindre? Je demande aux Iraniens à faire, pour une fois, quelque chose de positif en faisant pression sur les houthistes pour qu'ils permettent l'acheminement de l'aide humanitaire, rouvrent l'aéroport de Sanaa et autorisent enfin une inspection et des travaux sur le pétrolier *FSO SAFER*. La violence sexuelle et fondée sur le genre se poursuit. La répression des journalistes, des membres de l'appareil judiciaire et des défenseurs des droits de l'homme se poursuit. Les frappes aériennes se poursuivent, et elles ont des effets disproportionnés sur les civils. J'ai écouté attentivement ce qu'a dit M. Lowcock, à savoir que le mois écoulé a été le pire de l'année en termes de pertes civiles.

S'agissant du déficit de financement de l'action humanitaire – et M. Lowcock l'a dit très clairement – le risque de famine est important. L'Allemagne s'est engagée à verser 150 millions de dollars supplémentaires sur les 450 millions de dollars d'aide humanitaire qu'elle a prévu de fournir au pays en 2020. Nous avons versé 90 de ces 450 millions de dollars.

Je suis atterré par ce que M. Lowcock a dit très franchement, à savoir que des membres de la coalition – les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – n'ont pas tenu leurs promesses. Quel niveau de cynisme a-t-on atteint, pour citer M. Lowcock, lorsqu'on promet de l'argent pour ensuite anéantir des espoirs? Continuer à bloquer cet argent revient à prononcer une peine de mort contre les civils, pour citer encore une fois M. Lowcock. En conséquence, je souhaite terminer ma courte intervention en appelant les pays qui n'ont pas honoré leurs engagements à le faire et à verser de toute urgence l'argent promis aux organismes d'aide humanitaire afin qu'ils puissent venir en aide au peuple yéménite, notamment les personnes dont M. Lowcock nous a transmis les messages aujourd'hui.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Tout d'abord, je souhaiterais remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, pour leurs exposés pertinents qui donnent à réfléchir.

Lors de mon intervention aujourd'hui, je souhaiterais mettre l'accent sur trois problèmes : les développements politiques récents, le dernier rapport du Groupe d'éminents experts et l'importance de la redevabilité au Yémen et enfin la saga du pétrolier *FSO SAFER*.

La Belgique, tout comme ses partenaires de l'Union européenne, continue de soutenir les efforts que déploie l'Envoyé spécial Griffiths afin de sécuriser un cessez-le-feu à l'échelle nationale et des mesures de confiance et de redémarrer un processus politique inclusif. Lors de notre dernière séance fin août, M. Griffiths craignait de perdre l'élan pour la déclaration conjointe. En effet, les négociations ne peuvent pas continuer éternellement.

La Belgique est alarmée par les rapports récents concernant la suspension de tous les vols onusiens et humanitaires vers Sanaa par les houthistes. Les houthistes semblent faire le lien entre cette suspension et le blocage continu par la coalition de navires transportant le carburant au port de Hodeïda. Ceci illustre une fois de plus la nécessité de se mettre d'accord d'urgence sur les questions en suspens dans les négociations sur la déclaration conjointe.

La Belgique reste également très préoccupée par la montée de la violence à Mareb et Hodeïda, qui menace un processus politique déjà fragile. Les seuls moyens de surmonter les crises multiples au Yémen, c'est de mettre fin à la guerre et de résoudre les différences profondes à travers le dialogue. Nous exhortons toutes les parties à rester engagées dans les pourparlers de paix, sous les auspices de l'ONU, et à mettre en œuvre les Accords de Stockholm et de Riyad.

Dans cette guerre, comme dans tant d'autres, ce sont les civils qui souffrent le plus. La guerre au Yémen a coûté la vie à des dizaines de milliers de civils. Tout à l'heure, le Secrétaire général adjoint Lowcock a fait état une fois de plus de la catastrophe humanitaire terrible qui sévit dans le pays. Pour des millions de Yéménites, la famine est un risque réel.

Dans son troisième rapport, publié la semaine dernière, le Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen a établi que toutes les parties impliquées dans le conflit continuent à commettre des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notant une tendance constante d'attaques contre des civils. Cela ne se produit pas uniquement dans le contexte des hostilités mais aussi loin des lignes de front. Ces violations sont très répandues. Le rapport indique en particulier le meurtre de civils, la torture, les traitements cruels et inhumains, les viols et d'autres formes de violence sexuelle, le déni d'un procès équitable et le recrutement d'enfants de moins de 15 ans pour participer activement aux hostilités. Ces violations peuvent constituer des crimes de guerre. La Belgique exhorte par conséquent vivement toutes les parties à s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et de leurs obligations au titre du droit international des droits de l'homme. Assurer la justice pour les auteurs de toutes les violations commises au Yémen reste essentiel. Son importance a été soulignée par le Conseil à de nombreuses reprises.

Nous avons récemment été informés d'une nouvelle fuite d'eau, similaire à celle de mai, à bord de la salle des machines du pétrolier *SFO SAFER*. Apparemment, la fuite a pu être contenue. Mais un jour, et ce jour peut arriver bientôt, nous n'aurons pas cette chance. Cet incident démontre une fois de plus pourquoi il est essentiel qu'une équipe d'experts de l'ONU ait un accès complet et immédiat au *SFO SAFER*. Nous incitons les dirigeants houthistes à cesser de retarder le processus. Il faut empêcher une catastrophe environnementale, humanitaire et économique imminente.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, d'avoir donné une vue d'ensemble de la situation politique et humanitaire au Yémen.

Nous continuons à suivre de près l'évolution de la situation dans la République du Yémen, où pour la sixième année consécutive, nous assistons à un

conflit très grave qui nuit à la sécurité et à la stabilité non seulement du pays mais aussi de la région dans son ensemble.

Nous sommes préoccupés par le fait que les hostilités se poursuivent et que les civils sont les principaux touchés. Parce que les questions et les défis humanitaires sont au centre des préoccupations, la communauté internationale doit réagir immédiatement. Nous sommes également préoccupés par les informations émanant de l'ONU selon lesquelles, en raison d'un financement insuffisant, les programmes d'assistance de base sont interrompus; cela comprend des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau et aux services médicaux. Dans ces conditions, où le système de santé national a été miné par le conflit de longue date, ce qu'il faut, c'est une action collective pour aider le Yémen dans sa lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus. Nous appelons les donateurs, y compris ceux des autres pays de la région, à accroître leur soutien dans ce domaine.

Dans le même temps, nous pensons que l'aide humanitaire doit être de nature impartiale. Il ne faut pas regrouper les Yéménites ordinaires en « bons » et « mauvais ». Il ne sera possible d'améliorer réellement la situation humanitaire dans le pays que si un règlement politique et diplomatique du conflit est trouvé. Il n'y a pas de solution militaire possible à la situation au Yémen. Toutefois, jusqu'à présent, la mise en œuvre des Accords de Riyad et de Stockholm et de l'Accord sur Hodeïda n'a pas donné les résultats que nous souhaitons, à savoir un cessez-le-feu dans tout le pays et la relance dès que possible d'un dialogue inter-yéménite inclusif. Les délais dans la mise en œuvre de ces accords pourraient conduire à une nouvelle escalade. Les seules entités qui pourraient tirer profit d'une telle situation sont les extrémistes et les terroristes, qui pourraient utiliser le Yémen pour étendre leur influence bien au-delà des frontières du pays.

Nous soutenons le travail effectué par Martin Griffiths et comprenons les difficultés qu'il doit affronter lorsqu'il fournit des services de médiation. Le plus important ici est que les parties au Yémen fassent preuve de compréhension et conviennent globalement de la nécessité de lancer un dialogue national sur l'avenir du pays. Il est essentiel de veiller à ce que les points de vue de tous les groupes politiques, sociaux, ethniques et religieux du Yémen soient pris en compte.

Nous comprenons également que le diable se cache dans les détails, et c'est pourquoi il n'a pas été

possible de se mettre d'accord sur le plan proposé par Martin. L'un des problèmes mentionnés est celui du pétrolier *FSO SAFER*. Nous pensons que des solutions au problème du pétrolier qui seraient acceptables pour toutes les parties pourraient être trouvées à condition que les intérêts de toutes les parties soient dûment pris en compte.

La Russie maintient des contacts avec toutes les parties prenantes yéménites et extérieures et continuera à encourager leur recherche de compromis en appui aux efforts de l'ONU et de Martin lui-même. Nous continuerons à soutenir les efforts déployés par la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, et nous espérons que nos collègues du Conseil de sécurité et de la communauté internationale dans son ensemble en feront autant.

La situation au Yémen affecte directement le Moyen-Orient, le golfe Persique et la région de la mer Rouge. La question de savoir si les crises au Moyen-Orient sont liées ou non est un sujet qui pourrait être discuté dans les milieux universitaires, mais pour nous il ne devrait y avoir aucun doute à ce sujet. Nous sommes convaincus que tous les efforts visant à régler le conflit au Yémen et dans d'autres pays de la région devraient être liés entre eux et entrepris parallèlement à d'autres mesures visant à désamorcer de manière générale la situation au Moyen-Orient.

Nous sommes prêts à travailler ensemble pour promouvoir la paix et la stabilité dans l'ensemble du Moyen-Orient, notamment sur la base de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, qui a demandé au Secrétaire général, en collaboration avec les États de la région, de mettre en place une architecture de sécurité et de confiance dans la région.

Nous avons proposé notre propre concept de sécurité collective dans le golfe Persique. Il existe un certain nombre d'autres initiatives de paix, et elles ont un élément principal en commun : le principe d'inclusion. Nous nous opposons à toute tentative de rejeter la responsabilité sur une partie ou un pays, comme cela a été dit ici aujourd'hui, d'autant plus que les pays de la région, y compris le pays qui a été accusé à nouveau aujourd'hui, pourraient jouer un rôle positif dans la désescalade générale de la situation, y compris au Yémen. Nous constatons que certains pays de la région se montrent prêts à normaliser leurs relations, et nous espérons qu'ils adopteront la même attitude constructive à l'égard de leurs autres voisins. Nous invitons une fois de plus toutes les parties intéressées à lancer un dialogue global visant à créer un climat propice à la coopération dans la région.

M. de Rivière (France) : Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths et Mark Lowcock pour leurs interventions.

Il est grand temps de trouver enfin une solution politique à la crise au Yémen. Nous sommes préoccupés par la poursuite des affrontements, en particulier à Mareb. Nous appelons les parties yéménites à cesser les hostilités et, en particulier, les houthistes dans la province de Mareb. Les attaques menées par les houthistes en territoire saoudien doivent aussi cesser immédiatement. Nous déplorons la poursuite des affrontements observés dans le sud. L'Accord de Riyad doit être entièrement et pleinement mis en œuvre. Les discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement doivent aboutir, et il s'agit d'une étape importante pour la reprise des pourparlers politiques.

Les parties yéménites doivent s'engager sans délai dans le dialogue avec l'Envoyé spécial et s'accorder sur le projet de déclaration conjointe qu'il a proposé. Cela doit permettre un cessez-le-feu, conformément à la résolution 2532 (2020), des mesures de confiance, et la reprise des négociations pour parvenir à un accord politique inclusif. Dans ce contexte, il est également essentiel que l'Accord de Stockholm soit entièrement mis en œuvre, y compris s'agissant du versement des salaires alors que la situation à Hodeïda se dégrade.

La situation humanitaire reste dramatique, en particulier l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Le spectre de la famine se profile de nouveau. Les chiffres présentés par Mark Lowcock parlent d'eux-mêmes. Outre la poursuite du conflit, la pandémie de maladie à coronavirus, la crise économique et humanitaire et celle des criquets pèlerins augmentent chaque jour le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Nous devons donc collectivement tout faire pour éviter une telle catastrophe. Alors que les besoins augmentent, le plan de réponse humanitaire reste sous-financé et de nombreux programmes humanitaires sont suspendus. La réponse doit être à la hauteur des besoins. Toutes les parties doivent garantir un plein accès humanitaire. À cet égard, la décision des houthistes de fermer l'aéroport de Sanaa aux vols de l'ONU et aux vols humanitaires est absolument inacceptable. Nous les appelons à revenir sur cette décision.

S'agissant du pétrolier *FSO SAFER*, nous appelons les houthistes à autoriser, sans délai ni préconditions, l'accès de la mission d'experts des Nations Unies. Une fuite de pétrole aurait des conséquences catastrophiques. Il est donc urgent d'agir.

Enfin, nous ne le répéterons jamais assez : la protection des civils doit être une priorité absolue. Le respect du droit international humanitaire n'est pas négociable. La France restera pleinement mobilisée en faveur d'une solution politique au Yémen. Plus largement, les autorités françaises sont entièrement engagées dans la recherche d'une solution permettant une désescalade à l'échelle régionale.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Avant tout, je tiens à remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Mark Lowcock, des informations actualisées qu'ils viennent de nous présenter.

Malheureusement, après des mois d'espoir, nous sommes confrontés à des indications déchirantes qui montrent que nous sommes précisément engagés sur la voie que nous tentions d'éviter. Néanmoins, tant qu'une volonté politique est présente de tous les côtés, des progrès sont possibles.

Avant d'aborder les trois points qui, de l'avis de l'Indonésie, pourraient préserver l'avenir du Yémen, qu'il me soit permis de profiter de cette occasion pour réaffirmer l'appui de l'Indonésie à la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Yémen. Ces principes doivent être notre fil rouge concernant le Yémen, et ma déclaration se concentrera sur les incidences humanitaires qui découlent du conflit.

Premièrement, nous tenons une nouvelle fois à souligner que seul le processus politique peut nous permettre de régler les crises au Yémen. Malheureusement, chaque composante du conflit est devenue une monnaie d'échange politique pour les parties, alors même qu'elles infligent des souffrances toujours plus importantes au peuple yéménite.

Mark Lowcock a évoqué la crise du carburant au Yémen, et l'aéroport de Sanaa sera fermé même à l'aide humanitaire. Cette évolution est vouée à avoir des répercussions supplémentaires sur la disponibilité des fournitures sanitaires et médicales pour l'aide humanitaire. À l'instar de l'appel clair lancé par Martin Griffiths et Mark Lowcock, nous appelons ceux qui contrôlent l'aéroport à le rouvrir, dans l'intérêt de l'humanité.

L'Indonésie exhorte donc les houthistes et le Gouvernement yéménite à continuer de collaborer avec l'Envoyé spécial, en particulier pour parvenir à une déclaration conjointe et à un cessez-le-feu national. Nous

soutenons l'appel de M. Griffiths à ouvrir le dialogue et à mettre la dernière main à la déclaration conjointe. Sinon, cela signifierait que l'on ne choisit pas le camp de la paix mais que l'on préfère la guerre.

Au terme d'années de conflit, il est clair que l'approche militaire n'aura réussi qu'à occasionner davantage de misère pour le peuple du Yémen. C'est pourquoi nous condamnons les attaques auxquelles se livrent sans relâche les houthistes, y compris contre l'Arabie Saoudite voisine. Nous appelons également à la mise en œuvre de la résolution 2532 (2020), et, en particulier, nous approuvons l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial. L'Indonésie soutient sans réserve l'effort de l'Envoyé spécial en faveur d'un processus de paix inclusif, dirigé et pris en main par les Yéménites, et facilité par l'ONU.

Mon deuxième point porte sur la nécessité d'éviter une catastrophe humanitaire qui découlerait du conflit, en une époque marquée par des ressources épuisées et la maladie à coronavirus (COVID-19). Parallèlement à la crise économique et à l'insécurité alimentaire, nous avons tous conscience de l'épuisement des fonds destinés à l'aide humanitaire, de l'effondrement du système de santé et de l'incidence de la COVID-19. Sur fond de violences croissantes, le Yémen est au bord de la famine. Une fois de plus, Mark Lowcock tire la sonnette d'alarme face au spectre de la famine. Ces facteurs soulignent la gravité de la crise et des dangers auxquels le Yémen est confronté alors que les trois propositions de l'Envoyé spécial ne connaissent aucun progrès. Ma délégation rappelle donc à nouveau que la sagesse veut qu'il faille privilégier une solution politique.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, deux mois se sont écoulés depuis la réunion du Conseil sur le sujet (voir S/2020/721) et nous devons en discuter de nouveau. Il est décevant que le pétrolier n'ait pas encore été évalué ni réparé, et ma délégation exhorte à nouveau les houthistes à permettre rapidement à l'équipe des Nations Unies de commencer ses travaux. Quant aux cinq priorités urgentes que Mark Lowcock a mises en évidence, nous espérons que des progrès pourront être réalisés sur chacun de ces volets.

Troisièmement, les engagements convenus sont les éléments à la base d'une solution politique plus large. Les accords précédents et la contribution du Conseil conservent toute leur pertinence pour orienter le règlement politique qui mettra fin au conflit. Nous réaffirmons qu'il importe d'inclure toutes les catégories démographiques pertinentes et de mettre en œuvre les accords antérieurs et les résolutions connexes du Conseil

de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015). Ils constituent tous des engagements juridiques et contraignants. Le Conseil doit donc jouer un rôle de responsable. Les parties doivent également respecter le droit international humanitaire et protéger les civils et les infrastructures civiles.

En conclusion, je voudrais citer le Secrétaire général António Guterres qui a déclaré que « la recherche de la paix est un processus continu fondé sur les choix que nous faisons et les décisions que nous prenons tous les jours ». Il revient donc à toutes les parties de déterminer si elles sont prêtes à laisser le pire arriver à leur peuple et à leur nation, ou si elles préfèrent choisir de rechercher la paix et de sauver leurs concitoyens. Pour ma part, je choisis la paix pour le peuple du Yémen, pour tous les Mohammed, Jamila, Samia et Abdulrahman, ainsi que pour tous nos frères et sœurs yéménites qui aspirent à la paix depuis trop longtemps.

M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Avant tout chose, nous remercions l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock, non seulement pour les informations actualisées qu'ils ont présentées ce matin, mais aussi pour leur engagement indéfectible envers le peuple yéménite.

La situation au Yémen nécessite une action urgente et aujourd'hui plus que jamais, nous devons rester engagés. Les chances de parvenir à la paix n'ont peut-être pas encore disparu, mais elles diminuent rapidement. Je rappelle à cet égard la précédente mise en garde de M. Lowcock au Conseil de sécurité, dans laquelle il soulignait que si nous n'aidions pas maintenant le Yémen, il risquait de sombrer dans l'abîme (voir S/PV.8753).

Nous devons agir rapidement pour sauver le Yémen et sa population, qui a déjà subi des années de conflit et qui est aujourd'hui confrontée à la pandémie de maladie à coronavirus, à la menace de la famine, aux pluies torrentielles, à la crise économique et à un plan d'intervention humanitaire sous-financé. Toutes les conditions sont réunies pour que se réalise la terrible prédiction du Secrétaire général adjoint Lowcock. Dans ce contexte, nous demandons instamment à tous les donateurs qui ont promis des fonds d'effectuer les décaissements requis dans les meilleurs délais. Nous sommes conscients que l'aide humanitaire n'est pas la solution, mais c'est de fait un moyen pour nous de prêter main forte à la population yéménite jusqu'à ce qu'une solution durable puisse être trouvée.

La situation sur le plan de la sécurité reste extrêmement tendue et instable, et nous réaffirmons

la nécessité d'un processus politique sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Yéménites. On ne saurait trop insister sur ce point. La seule solution est politique, et il n'y aura pas de solution politique durable si celle-ci n'inclut pas toutes les personnes et tous les groupes, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leurs croyances religieuses ou d'autres variables démographiques.

Tout aussi importante pour qu'il y ait une paix durable est l'application du principe de responsabilité pour toutes les infractions au droit international, y compris les violations des droits de l'homme. Nous encourageons la communauté internationale et tous les acteurs concernés à soutenir le système judiciaire yéménite par le renforcement des capacités afin de permettre que ces crimes fassent l'objet de poursuites judiciaires efficaces, et de promouvoir la justice et la réconciliation.

Nous appelons toutes les parties à prendre des mesures concrètes pour régler la question du pétrolier *FSO SAFER*. À cette fin, nous leur lançons un vibrant appel pour qu'elles donnent la priorité à l'environnement et à la population du Yémen et de la région au sens large. La menace posée par le pétrolier *FSO SAFER* peut être évitée, et l'inaction sur ce dossier ne peut être considérée que comme de la désinvolture. C'est avec un sentiment aigu d'urgence que nous encourageons les acteurs ayant de l'influence à s'engager activement auprès des parties pour faire avancer ce dossier. Nous réaffirmons notre appui à l'Envoyé spécial Martin Griffiths et à son équipe, et notre solidarité avec le peuple yéménite.

Enfin, je dois ajouter que je suis fatiguée de dire la même chose et d'entendre toujours le même refrain en réaction aux informations que nous communiquent M. Griffiths et de M. Lowcock quant au fait que nous approchons rapidement et de manière catastrophique du point de non-retour. Cela me frustre et me brise le cœur. Hier soir, sur CNN, l'horrible inhumanité du conflit s'est rappelée à mon bon souvenir lorsque j'ai vu les images douloureusement dérangeantes de ces enfants émaciés - d'innombrables enfants malades et mourant de faim - et de ces mères sans défense nous implorant d'intensifier nos efforts. Où est notre compassion? Des enfants meurent. Des gens souffrent. La famine est inacceptable au XXI^e siècle et sera une véritable honte – un déshonneur - pour la communauté internationale. Il faut faire plus, et il faut le faire maintenant. Le temps n'est pas de notre côté. Je suis d'accord avec ce que le Représentant permanent de l'Indonésie vient de dire : l'heure est venue de faire de meilleurs choix.

M^{me} Cedano (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leurs exposés. Nous partageons l'immense préoccupation qu'ils ont exprimée aujourd'hui à propos de la détérioration de plus en plus forte de la situation. Les hostilités se multiplient et les civils, en particulier les femmes et les enfants, continuent d'être les victimes innocentes d'attaques aveugles. En outre, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les actes de torture restent une pratique courante dans le cadre du conflit. La répression des journalistes, des personnes qui collaborent avec les médias et des défenseurs des droits de l'homme s'intensifie, ce qui entrave leur capacité à rendre compte des violations du droit international humanitaire et des droits de la personne – des informations qui peuvent en définitive contribuer à protéger la population civile.

Tout cela est très alarmant, et le sombre tableau qui se dessine à l'horizon est entaché un peu plus par l'absence d'application du principe de responsabilité. Il n'y a aucune procédures juridiques concrètes pour obliger les coupables à rendre des comptes et offrir des recours aux victimes. Le manque d'état de droit contribue à accroître le nombre de violations, ce qui fait que le cercle vicieux se perpétue.

Les souffrances du peuple yéménite sont exacerbées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et par la situation économique insoutenable, ainsi que par la pénurie de carburant, en particulier dans le nord du pays. Nous demandons instamment à toutes les parties de travailler de manière constructive avec l'Envoyé spécial pour trouver sans délai une solution à cette situation.

D'autres menaces se profilent aussi à l'horizon, comme le risque posé par l'impossibilité d'accéder au pétrolier *FSO SAFER* et la fermeture imminente des programmes d'aide humanitaire faute de fonds, ce qui pourrait conduire à une famine d'ici à la fin de l'année, comme l'a déjà indiqué M. Lowcock. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, deux ans après que la communauté internationale s'est mobilisée pour prévenir une famine au Yémen, on voit aujourd'hui resurgir des conditions similaires, avec des indicateurs clefs qui dépassent les niveaux observés en octobre 2018. L'intensification du conflit et l'accès limité aux zones touchées compromettent également les efforts de lutte contre les criquets pèlerins, ce qui aggrave un peu plus l'insécurité alimentaire non seulement au Yémen mais également dans les pays voisins.

Dans l'ensemble, l'insécurité alimentaire a augmenté de 56 % depuis l'intensification du conflit en 2015, et la malnutrition aiguë sévère chez les enfants a bondi de 150 %. Cette situation touche au moins 8 millions de personnes, dont certaines ne reçoivent plus d'aide ou en reçoivent beaucoup moins qu'auparavant.

Après cinq ans de conflit, aucune des deux parties ne peut prétendre à la victoire. Au contraire, le Yémen a été déchiré, et son peuple en subit les conséquences. Il n'y a pas de solution militaire à cette guerre. Seul un accord politique peut dégager la voie. C'est pourquoi nous demandons instamment à toutes les parties d'avancer sans délai vers l'adoption de la déclaration commune proposée par l'Envoyé spécial comme porte d'entrée vers une solution définitive à ce terrible conflit.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour leurs exposés riches en informations. Je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Yémen à notre séance d'aujourd'hui.

Il y a deux mois, M. Martin Griffiths informait le Conseil de sécurité que le Yémen traversait une période extrêmement difficile (voir S/PV.8753). Malheureusement, la situation ne s'est guère améliorée aujourd'hui. Nous sommes profondément préoccupés par l'escalade militaire observée dans différentes régions du Yémen et par l'annonce faite le 25 août par le Conseil de transition du Sud de son intention de suspendre sa participation aux consultations en cours pour la mise en œuvre l'Accord de Riyad. Le processus politique au Yémen risque à nouveau de se retrouver dans l'impasse.

Par ailleurs, nous sommes profondément préoccupés par les éléments de preuve présentés dans un rapport du Groupe d'experts éminents internationaux et régionaux sur le Yémen (A/HRC/45/6), établi à la demande du Conseil des droits de l'homme, selon lesquels des adolescents yéménites ont été recrutés et exploités à des fins de violence. Certains d'entre eux ont même été victimes d'atteintes sexuelles au cours des dernières années. Les responsables de ces actes immoraux et inacceptables doivent être traduits en justice.

La crise économique, le conflit prolongé, les inondations, l'insécurité alimentaire, les criquets pèlerins, la fragilité du système de santé et la pandémie de coronavirus ont aggravé la crise humanitaire au Yémen. En outre, aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne le financement des programmes d'assistance au Yémen. Dans les mois à venir, les programmes

d'assistance de l'ONU pour le Yémen seront encore réduits, voire supprimés, si la situation n'est pas réglée.

De plus, les activités humanitaires risquent d'être interrompues en raison de la récente fermeture de l'aéroport international de Sanaa, au Yémen, par les houthistes. Cette situation est très préoccupante car l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et d'autres organisations utilisent cet aéroport pour acheminer des articles de secours et des fournitures médicales vitales au Yémen pendant la pandémie de coronavirus. La lenteur des progrès dans le dossier du pétrolier *FSO SAFER* demeure très préoccupante. L'équipe technique des Nations Unies n'a pas été autorisée à accéder au pétrolier. Il faut prendre des mesures de toute urgence en ce qui concerne ce pétrolier délabré. À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous exhortons toutes les parties concernées au Yémen à cesser les combats et à reprendre les pourparlers en vue de la reprise des négociations sur un cessez-le-feu à l'échelle nationale. Nous appuyons également les efforts déployés par l'Envoyé spécial Martin Griffiths pour collaborer avec le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud en vue de faire avancer le processus de paix.

Deuxièmement, nous soulignons la nécessité de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. Nous demandons aux houthistes de rouvrir l'aéroport international de Sanaa pour permettre à l'ONU d'acheminer une aide humanitaire au Yémen en temps voulu. Nous appelons également la communauté internationale, l'ONU et les donateurs à poursuivre leurs efforts pour honorer leurs engagements envers le Yémen.

Dans cet esprit, je voudrais mentionner qu'il y a quelques jours, deux garçons de 6 ans, Ayaan Moosa et Mikael Ishaq, de l'est de Londres, ont ouvert un stand de limonade pour collecter des fonds en faveur du peuple yéménite. Le peuple yéménite, ainsi que nous-mêmes, sommes certainement très reconnaissants pour les bonnes actions de ces deux braves garçons britanniques. Nous pensons que ce petit geste peut nous servir d'exemple et apporter plus d'espoir au peuple yéménite.

Troisièmement, il faut régler d'urgence la question du pétrolier *FSO SAFER*. Nous exhortons les houthistes à expédier les procédures nécessaires pour que l'équipe technique des Nations Unies puisse mener à bien sa mission sur le pétrolier. Avec chaque jour qui passe, la vie des Yéménites et d'autres personnes dans la région du Golfe est en danger. Nous devons agir maintenant pour éviter une catastrophe dans la région.

Quatrièmement, il est essentiel que toutes les parties appliquent pleinement l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad avec la médiation de l'ONU. Il faut également garantir et promouvoir davantage une véritable participation des femmes au processus politique.

Dernier point, mais non le moindre, nous voudrions féliciter l'Envoyé spécial Martin Griffiths et l'équipe des Nations Unies pour leurs efforts inlassables et nous appuyons leurs propositions en faveur de la paix au Yémen.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Niger.

Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour la qualité de leurs exposés. Nous avons entendu les messages pathétiques des Yéménites, qui ont besoin de compassion, d'humanité et de solidarité en ces moments difficiles. Je crois que M^{me} Rhonda King a traduit de façon éloquente nos sentiments.

Mon pays suit avec une grande préoccupation le développement de la situation au Yémen, marquée par la persistance des combats, les divergences entre les séparatistes du sud et le Gouvernement dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, ainsi que la détérioration alarmante des conditions de vie d'une population prise au piège par un conflit qui dure depuis six ans.

Le conflit semble se transformer aujourd'hui en un véritable borborygme, dont la tendance la plus inquiétante est l'élargissement du spectre de la violence au-delà des frontières yéménites. Si une telle dynamique se confirmait, le conflit au Yémen prendrait définitivement une nouvelle dimension qui laisserait présager de graves menaces à la paix et à la sécurité dans la région.

En dépit des efforts inlassables des Nations Unies depuis le début de cette crise, ainsi que des nombreuses initiatives de l'Envoyé spécial, pourtant porteuses d'espoir, y compris celle portant sur une déclaration de cessez-le-feu à l'échelle nationale, nos vœux ardents pour le retour de la paix au Yémen tardent à se réaliser. À l'impasse militaire semble s'ajouter une impasse dans les négociations en raison d'une intransigeance accrue sur les conditions ainsi qu'un climat de méfiance grandissant.

Ma délégation est convaincue que seule une solution politique peut mener à une paix durable dans ce pays, de même qu'elle est d'avis qu'aucun progrès ne sera obtenu dans le traitement de cette crise sans la cessation des combats ainsi que l'engagement des parties à faire les compromis nécessaires pour faire avancer le processus politique. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties au conflit à faire preuve de responsabilité et de compassion, en mettant un terme aux hostilités, et à renouer définitivement

avec le dialogue. À ce niveau, je dois dire que l'intérêt exprimé par le Gouvernement yéménite et les houthistes aux propositions de l'Envoyé spécial constituent une lueur d'espoir. Nous devons tout faire pour maintenir cette dynamique et en exploiter toutes les chances pour faire relancer les pourparlers de paix.

Nous invitons à cet égard les acteurs régionaux ainsi que les membres du Conseil ayant une influence sur les parties au conflit à ne ménager aucun effort afin de les amener à honorer les engagements pris dans le cadre des Accords de Stockholm et de Riyad. L'aboutissement d'une déclaration commune de cessez-le-feu national permettrait aussi au brave peuple du Yémen de tourner ce sombre chapitre de son histoire et de s'orienter à nouveau vers la reconstruction du pays et le développement.

Bien avant la pandémie de COVID-19, la situation humanitaire au Yémen suscitait la plus grande inquiétude. Elle l'est encore plus aujourd'hui, avec une exacerbation induite par la combinaison de plusieurs facteurs, notamment la propagation rapide de la pandémie, la précarité du système de santé, les inondations, l'insécurité alimentaire, la crise du carburant et les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire.

Pour éviter que la situation ne se détériore davantage, nous lançons un appel à la communauté internationale pour plus de générosité, afin d'assurer la continuité des programmes d'assistance, dont plusieurs millions de personnes dépendent aujourd'hui. C'est le lieu ici de remercier très sincèrement tous ceux qui aident les populations du Yémen et d'inviter les autres, y compris les pays voisins, à leur emboîter le pas.

Pour conclure, ma délégation voudrait exprimer sa préoccupation face à la situation du pétrolier *FSO SAFER* amarré depuis plusieurs années au large du Yémen. Notre préoccupation est d'autant plus grande qu'en raison de son état de délabrement avancé, ce navire peut à tout moment céder ou déverser sa cargaison en mer rouge. À la lumière de l'explosion du 4 août au port de Beyrouth et de la marée noire à l'île Maurice, il est urgent d'agir pour éviter une catastrophe environnementale en mer Rouge. C'est pourquoi nous appelons les houthistes à honorer leurs engagements en délivrant, dans les meilleurs délais, les autorisations nécessaires à l'équipe d'experts des Nations Unies et à faciliter son mandat sur le terrain.

Le Niger salue l'engagement de l'Envoyé spécial Martin Griffiths et de son équipe et réaffirme son plein soutien aux efforts pour le retour de la paix au Yémen.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Je voudrais avant toute chose vous souhaiter, Monsieur le Président, plein succès à la tête des travaux du Conseil ce mois-ci. J'adresse également tous mes vœux de succès à votre délégation et souhaite santé et sécurité à tous les membres du Conseil.

Le Gouvernement yéménite, dirigé par S. E. le Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, réaffirme sa volonté de parvenir à une paix durable au Yémen sur la base des trois mandats convenus : l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national, et en particulier la résolution 2216 (2015), ainsi que les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Au cours de la période écoulée, le Gouvernement a fait preuve de davantage de souplesse et réagi plus positivement à toutes les initiatives et propositions visant à faire progresser le processus de paix global. Nous réaffirmons une fois de plus notre soutien à l'action menée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Martin Griffiths, et à son implication positive dans tous les efforts en faveur de l'instauration d'un cessez-le-feu, de la mise en œuvre de mesures humanitaires et économiques, et de la reprise du processus politique.

Les milices houthistes sapent, cependant, tous ces efforts. Elles poursuivent leur escalade et leur guerre contre le peuple yéménite. Elles lancent des missiles balistiques et des drones sur les villes yéménites, notamment dans la province de Mareb. Des civils innocents, surtout des femmes et des enfants, sont les victimes de ces attaques. Voilà qui démontre clairement leur rejet patent des efforts de paix. Les houthistes compromettent l'action humanitaire, volent l'aide d'urgence et imposent des taxes, créant ainsi un dangereux précédent qui viole tous les principes de l'action humanitaire. Ils prennent pour cible des maisons et des lieux de culte, exploitent les enfants et les forcent à participer à leur guerre absurde, détiennent des femmes et les agressent. Ils continuent à saper la liberté et à utiliser le chantage pour leur cause raciste et sectaire. Ils exploitent la souffrance du peuple yéménite à des fins politiques, tout en commettant d'autres violations qui vont à l'encontre du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme.

Le Gouvernement s'est engagé à mettre en place des mécanismes visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, conformément aux instructions du Président de la République. Ce dernier a lancé une nouvelle phase de regroupement des efforts afin de résister au plan irano-houthiste et de mettre un terme au coup d'État, tout en rétablissant les institutions de l'État et en offrant au peuple yéménite la paix globale qu'il mérite. Dans cet esprit, le Président a nommé par décret un nouveau Gouverneur et un directeur de la sécurité dans la province d'Aden.

Le Premier Ministre désigné, M. Maeen Abdulmalek Saeed, mène des consultations avec différentes composantes politiques pour former un nouveau Gouvernement, comme le prévoit l'Accord. Il a défini les priorités du Gouvernement dans le cadre des réformes économiques et de développement qu'il entend mener pour sauver l'économie nationale de l'effondrement. Il s'efforce de normaliser la situation dans les différentes provinces. Le nouveau Gouvernement sera composé d'acteurs compétents et expérimentés, capables de relever les défis actuels et de s'adapter à l'évolution de la situation. Ces derniers s'emploieront à mener les réformes nécessaires, à éliminer les sources de corruption et à rétablir les institutions de l'État, afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs devoirs envers les citoyens. Dans cet esprit, nous saluons nos frères du Royaume d'Arabie saoudite qui se sont tenus aux côtés du peuple yéménite et se sont efforcés de soulager ses souffrances à différentes étapes afin d'assurer la mise en œuvre de l'Accord de Riyad.

Les milices houthistes continuent de saper la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm, en particulier l'Accord sur Hodeïda. Malheureusement, leur incurie et leur non-respect des responsabilités qui leur incombent au titre de l'Accord ont conduit à une nouvelle escalade du conflit et à une aggravation des souffrances des Yéménites. Les houthistes perturbent le travail de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et restreignent ses mouvements. La Mission n'a ainsi pas été en mesure de mener une enquête sur l'attaque lancée par les milices houthistes contre l'officier de liaison yéménite, le colonel Muhammed Al-Sulayhi, qui était censé être placé sous sa protection. Non seulement les milices ont rejeté l'invitation à participer à ses efforts, elles ont également bombardé le poste d'observation où l'attaque s'est produite afin d'empêcher toute enquête de l'ONU.

Les violations commises par les milices se multiplient, en particulier depuis le cessez-le-feu à Hodeïda. Elles refusent de déminer la zone, d'ouvrir des couloirs humanitaires et de permettre à l'ONU de patrouiller dans la ville. Elles utilisent Hodeïda comme une base pour lancer des frappes aériennes à l'aide de drones et de navires piégés et télécommandés. Elles ont également violé l'Accord sur Hodeïda en se mobilisant dans les provinces de Jaouf, Mareb et Beïda. Étant donné les restrictions de mouvement dont la Mission fait l'objet et les obstacles auxquels elle se heurte pour mener à bien son travail, le Gouvernement demande le transfert de son quartier général vers un autre lieu neutre à Hodeïda afin de préserver son travail, conformément au mandat de la résolution 2452 (2019).

Nous souhaitons la paix. Nous voulons mettre en œuvre l'Accord signé entre le Gouvernement yéménite et les houthistes. Cet accord devrait être une étape positive vers une paix globale; il devrait nous permettre d'atténuer les souffrances des Yéménites.

Or, que s'est-il passé après la conclusion de l'Accord de Stockholm? Pourquoi les houthistes ont-ils accepté de le signer? Nous étions sur le point de libérer nos villes de leurs griffes. Toutefois, pour respecter nos engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de l'ONU, nous nous sommes rendus à Stockholm pour signer l'Accord. Qui a sapé cet accord? Les houthistes, malheureusement. Ils s'emparent des recettes des ports, y compris celles du pétrole. Ils volent l'aide humanitaire. Ils se mobilisent et intensifient leurs attaques ailleurs au Yémen, comme à Hadour, Beïda, Jaouf, et aujourd'hui ils menacent Mareb.

Qui s'efforce de parvenir à la paix? C'est le Gouvernement yéménite, qui aspire à la paix après le coup d'État du 21 septembre 2014, lequel a plongé le peuple yéménite dans la pire crise humanitaire jamais connue. Aussi demandons-nous à la communauté internationale de faire pression sur les houthistes pour qu'ils mettent fin à leur escalade à Mareb et cessent de lancer des missiles balistiques sur les civils vivant dans cette ville densément peuplée. Ils doivent également cesser de lancer des missiles sur le territoire du pays frère du Royaume d'Arabie saoudite.

Le Gouvernement yéménite, M. Griffiths et le Conseil se souviendront très certainement de l'accord du Koweït, dont la négociation a duré 100 jours. Dans cet esprit, nous tenons à remercier le Koweït d'avoir accueilli ces consultations. Après 100 jours de négociations, le Gouvernement yéménite a accepté les conditions. Ce sont

les houthistes qui les ont rejetées, parce qu'ils voulaient que le conflit continue. Ils utilisent la souffrance des Yéménites pour continuer de faire progresser leur cause raciale et sectaire au Yémen.

Le Gouvernement yéménite était soucieux de faciliter l'accès de dérivés du pétrole dans le port de Hodeïda, même si les milices houthistes ont violé le mécanisme mis en place en accord avec le Bureau de l'Envoyé spécial lorsqu'elles ont retiré du compte spécial ouvert à la Banque centrale à Hodeïda plus de 50 milliards de rials provenant des recettes de la vente de dérivés du pétrole, qui devaient servir à payer les salaires des fonctionnaires yéménites. Le 26 août, nous avons proposé une nouvelle initiative pour faciliter l'accès des dérivés du pétrole dans le port de Hodeïda, notamment en accordant l'accès à tous les navires qui se conforment aux exigences, tant que ces recettes sont placées sur un nouveau compte spécial non contrôlé par les houthistes, en utilisant un nouveau mécanisme en vertu duquel l'ONU garantirait que ces recettes ne seront pas utilisées tant qu'un accord n'aura pas été conclu concernant leur utilisation.

Nous devons reconstituer les fonds qui ont été retirés du compte spécial à la Banque centrale et s'accorder sur un mécanisme de gestion des fonds qui ont déjà été levés ou qui le seront ultérieurement, afin que ces recettes puissent servir à payer les salaires sur la base des rapports de paie de 2014. Ces recettes ne doivent pas être confisquées ou utilisées par les milices pour financer leur guerre absurde contre le Yémen et le peuple yéménite. Ces milices exploitent la souffrance du peuple yéménite, en tentant désespérément de couvrir le vol des recettes provenant de la vente de dérivés du pétrole, qui permettraient de répondre aux besoins des zones contrôlées par les milices depuis près de sept mois.

Je vais faire une autre observation. Les propositions faites par M. Griffiths, notamment le premier projet de déclaration conjointe sur un cessez-le-feu, les mesures de confiance relatives aux mesures économiques et humanitaires et la reprise d'un processus politique, ont toutes été acceptées sans réserve par le Gouvernement yéménite. M. Griffiths le sait très bien. Mais qui a rejeté ces propositions au début? Ce sont les houthistes, et la question suivante se pose donc : pourquoi? Parce qu'ils veulent changer les faits sur le terrain et continuer de faire souffrir le peuple yéménite.

Le Gouvernement yéménite sonne l'alerte depuis près de deux ans à propos de la catastrophe environnementale et économique que pourrait provoquer une fuite de pétrole ou le naufrage ou l'explosion du

pétrolier *FSO SAFER* et des terribles conséquences qu'aurait un tel incident pour le Yémen, les pays de la région et la navigation internationale dans la mer Rouge. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le Secrétaire général António Guterres a lui aussi mis en garde contre les retards et la procrastination persistants des milices houthistes, qui empêchent les équipes techniques des Nations Unies de s'approcher du pétrolier pour évaluer la situation et évacuer le pétrole.

La communauté internationale et le Conseil ne ménagent aucun effort en vue de prévenir une telle catastrophe, dont la probabilité augmente chaque jour. En dépit de tout ce que je viens de mentionner, les milices houthistes continuent d'exploiter ce problème et de l'utiliser pour se livrer à un chantage politique, en

proposant des conditions irréalistes à l'ONU, au mépris total de tous nos efforts. Nous appelons une fois de plus le Conseil de sécurité à honorer ses responsabilités et à adopter des mesures fermes pour contrer cette intransigeance et cette procrastination. Nous devons accroître la pression sur les milices pour prévenir une catastrophe imminente.

Pour terminer, nous craignons que le Conseil ne tienne sa prochaine séance sur la question une fois que la catastrophe se sera produite et que nous ne parlions alors que de ses répercussions. Un tel résultat ne ferait qu'amplifier la souffrance du peuple yéménite aux mains des milices houthistes.

La séance est levée à 12 h 5.